

Questions 1&2 :

La question de fond ne repose pas sur l'instrument de marché utilisé mais bien sur la méthode employée :

- Soit on revient à une logique initiale du coût évité pour la collectivité et pour laquelle le conseil d'Etat s'était prononcé
 - o Coût marginal des centrales non démarrées (le marché donne celui de la dernière qui démarre, après quoi c'est exponentiel) : l'étude sur la surveillance des marchés prouve que la CRE dispose de toutes les informations pertinentes
 - o Coût des investissements évités en parc de production
 - o Coût évité sur le transport et la distribution

Seule cette méthode est à même de donner une vision cohérente au niveau économique ainsi que dans la durée du choix du recours aux obligations d'achat.

De plus, elle a le grand avantage de diminuer considérablement la volatilité du coût, un des buts recherchés par la CRE.

- Soit, pour rester dans la logique marché telle que les modifications successives de la loi l'ont apporté, on va au bout de cette démarche en décomposant ainsi le prix :
 - o Prix de référence (day ahead ou forward)
 - o Impact de l'augmentation de l'offre sur le prix de marché = calculé avec la résilience (pour le niveau de puissance adéquat) publiée par Powernext. (ceci aurait donc un impact de hausse du prix de référence de l'ordre de 1,6 €/MWh à 13,7 €/MWh en 2007, d'après le rapport de la CRE sur le marché de gros)

Il est essentiel de rajouter cette deuxième composante puisque'elle permet de donner une estimation (même imparfaite) de l'impact qu'aurait l'absence de cette production dans l'équilibre offre/demande en France

Il est donc important de modifier la méthode employée, soit pour revenir à une méthode économiquement fondée, soit pour compléter l'approche « marché » qui se révèle, non seulement imparfaite à nos yeux, mais également incomplète.

Par ailleurs, dans l'approche marché, passer du day ahead ou forward permettra peut être de réduire la volatilité mais ceci reste du second ordre.

ArcelorMittal

Questions 3&4 :

Nous ne disposons dans la consultation d'aucun élément statistique d'exploitation nous permettant de juger de la pertinence des coefficients.

Ces informations sont pourtant indispensables pour pouvoir émettre un avis...

Le 80% pour la cogénération semble néanmoins a priori très bas puisque la logique économique de ces contrats devrait amener à obtenir un coefficient foisonné dans un range de 90 à 95%.

Le 10% à 20% pour l'hydraulique sont également surprenants

Questions 5&6

Le problème principal avec les références de marché proposées réside dans le fait que cela limite fortement la gestion anticipative et proactive de ces contrats à des horizons de temps (ceux de Powernext) beaucoup plus courts que ceux des contrats d'obligation d'achat .

Il conviendrait donc d'aller au delà des propositions faites : en faisant une moyenne de calendrier sur 3 ou 4 ans et non sur 2 (à mettre en place progressivement)

Par ailleurs, pour le gros des volumes actuels (cogénération) il conviendrait de pouvoir gérer les trimestres(Q1) et Nov-déc beaucoup plus en avance.

Il faut donc pouvoir faire des moyennes sur 2 puis sur 3 ans pour obtenir des moyennes raisonnables.

Sinon la plus grosse partie des volumes va conserver une forte composante de volatilité. et le but recherché (baisse de volatilité des impacts des contrats d'obligations d'achat) ne sera pas atteint.

Questions 7&8&9

Une mise en œuvre pour 2011 devrait être envisageable, la période sur laquelle les moyennes sont calculées sera progressivement augmentée, pour l'application en 2012 puis 2013

Ceci doit naturellement s'appliquer également intégralement aux entreprises locales de distribution. Pas de dérogation, donc.

Questions 10 & 11

Le but des obligations d'achat n'est pas de soutenir le marché.

Encore moins d'être une entreprise de promotion et de market making des produits forwards de powernext.

Depuis 10 ans, si le marché est toujours susceptible d'être impacté par la gestion des pertes (discuté par ailleurs) ou des obligations d'achat, c'est bien qu'il ne fonctionne pas.

Consultation publique sur les principes de calcul du coût évité par l'obligation d'achat

ArcelorMittal

Prendre en compte cet impact dans le système est déjà une preuve que le système est biaisé. En effet si le marché était un vrai marché, ces deux questions ne seraient même pas posées.

Questions 12&13&14

Du point de vue du consommateur qu'est ArcelorMittal, l'appréciation est nécessairement fortement mitigée

- La proposition continue de s'inscrire dans le cadre de prix de marché et pas de vrai coût économique évité comme cela était prévu initialement
- Des modifications importantes doivent être apportées
 - Ajouter un terme lié à la résilience pour la valorisation
 - Augmenter significativement la période sur laquelle les moyennes sont calculées
 -

Par ailleurs, l'opération de promotion de Powernext dans laquelle semble lancé le monde énergétique français est profondément regrettable et remettra encore un peu plus en cause la compétitivité de nos installations en France.